AES contre CEDEAO : La diplomatie de rupture d'Abdoulaye Diop, entre affirmation souverainiste et isolement stratégique

MALI

1858

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 29 DECEMBRE 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Interview avec Me Mamadou I Konaté

« L'AES sert à prolonger indéfiniment les transitions »



Sortie de l'Imam Mahmoud Dicko : Entre déni politique et instrumentalisation religieuse



Mali–Maroc (1-1) : Un nul précieux qui relance les Aigles


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Interview avec Me Mamadou I Konaté : « L'AES sert à prolonger indéfiniment les transitions » **P. 4**

Brèves /

Lutte antiterroriste : Les FDS nigériennes frappent fort **P. 11**
Secours d'urgence : La DGPC intègre la dimension VBG **P. 11**
De Nioro à Kolondiéba : Opérations aériennes d'envergure des FAMa contre les groupes terroristes **P. 12**
AES : Ibrahim Traoré met en garde contre un « hiver noir » **P. 12**

Actualité /

Scandale d'État : Des agents de l'État abandonnés à leur sort **P. 14**
PIDACC/BN-Mali : 2026, une année cruciale pour le programme **P. 16**

Politique /

Sortie de l'Imam Mahmoud Dicko : Entre déni politique et instrumentalisation religieuse **P. 19**
AES contre CEDEAO : La diplomatie de rupture d'Abdoulaye Diop, entre affirmation souverainiste et isolement stratégique **P. 21**

Culture & société /

Biennale Artistique et Culturelle << Tombouctou 2025 >> : Soirée de célébration de l'Année de la Culture **P. 24**

International /

Donald Trump avertit Zelensky : "Rien n'est acquis avant mon accord" **P. 26**
Affaire Natou Pedro Sakombi : Quand la rigueur de la défense et le respect du droit triomphent **P. 27**
Chine–Afrique : 2026, une année pour renforcer l'amitié et le dialogue entre les peuples **P. 28**

Sport /

Mali–Maroc (1-1) : Un nul précieux qui relance les Aigles **P. 30**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko





Interview avec Me Mamadou I Konaté « L'AES sert à prolonger indéfiniment les transitions »

Alors que le sommet de l'Alliance des États du Sahel (AES) tenu à Bamako ambitionne d'ériger une nouvelle architecture politique, sécuritaire et économique pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger, de nombreuses interrogations demeurent quant à sa légitimité, sa viabilité et ses implications démocratiques. Dans cette grande interview, Me Mamadou Ismaïla Konaté, avocat et ancien ministre de la Justice du Mali, livre une analyse sans concession des enjeux juridiques, politiques et géopolitiques de l'AES, qu'il perçoit avant tout comme un instrument de consolidation du pouvoir militaire, au détriment de l'État de droit, des libertés publiques et du retour à l'ordre constitutionnel.

Mlikilé : Quel regard général portez-vous sur le sommet de l'AES tenu à Bamako et sur le message politique qu'il envoie aux Maliens et à la sous-région ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté : Ce sommet révèle une volonté manifeste des trois régimes militaires de Bamako, Ouagadougou et Niamey de s'inscrire dans la durée et de normaliser leur présence au pouvoir. Le message politique est double : d'une part, une affirmation de souveraineté et de rupture avec les anciens cadres régionaux, notamment la CEDEAO ; d'autre part, une tentative de légitimation par la construction d'une architecture confédérale présentée comme alternative crédible.

Cependant, au-delà du discours sur l'indépendance et la souveraineté, ce sommet témoigne d'une instrumentalisation des aspirations légitimes des populations à l'autodétermination. Les annonces sur la Banque confédérale d'investissement, la Télévision de l'AES ou la Force unifiée sont certes symboliquement fortes, mais elles occultent l'essentiel : l'absence de légitimité démocratique des trois dirigeants tous putschistes et la dégradation continue des libertés fondamentales dans leurs pays respectifs.

Pour les Maliens en particulier, mais cela vaut largement pour les deux autres pays, ce sommet arrive dans un contexte où la transition promise n'a toujours pas de calendrier crédible, où les violations des droits humains se multiplient, et où la situation sécuritaire demeure préoccupante malgré les discours triomphalistes. Le message envoyé est celui d'une consolidation du pouvoir militaire sous couvert d'intégration régionale. Et voici l'hérésie de cette rencontre.

Malikilé : Sur le plan juridique et institutionnel, la Confédération des États du Sahel repose-t-elle, selon vous, sur des bases solides et légitimes ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté : D'un point de vue strictement juridique, la Confédération présente des fragilités structurelles majeures.

Premièrement, elle a été créée et développée par des régimes issus de coups d'État, un changement anticonstitutionnel qui est une rupture de l'ordre constitutionnel. Au Mali, la Constitution de 2023 elle-même, qui sert de base juridique aux engagements internationaux du pays, a été adoptée dans des conditions contestables et dans un contexte de restriction sévère du débat démocratique. Cette constitution affirme que le coup d'état est un crime.

Deuxièmement, les traités constitutifs de l'AES n'ont pas fait l'objet des procédures de ratification parlementaire qui seraient normalement requises pour des engagements de cette ampleur. Les « parlements de transition » dans les trois pays ne sont que des assemblées consultatives nommées, jamais élues, sans légitimité populaire. Cette question de la validité des engagements internationaux pris par des autorités de facto plutôt que de jure pourrait soulever des contentieux au plan du droit international par rapport à l'invocabilité d'un droit non fondé.

Troisièmement, l'architecture institutionnelle annoncée - avec ses protocoles additionnels sur la défense, la diplomatie, le développement - reste largement virtuelle. La Confédération fonctionne essentiellement comme un directoire des trois chefs militaires, sans véritable mécanisme de contrôle démocratique, de contre-pouvoirs, ou de participation citoyenne. Les «sessions confédérales des Parlements» mentionnées dans les textes



adoptés ne changeront rien tant que ces parlements eux-mêmes ne sont pas élus.

Enfin, sur le plan du droit international, la rupture unilatérale avec la CEDEAO et la création d'une structure concurrente posent des questions de compatibilité avec les engagements antérieurs des États membres, notamment au regard de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et des normes de l'Union africaine sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

Malikilé : L'AES peut-elle renforcer la coopération sécuritaire sans affaiblir l'État de droit et les libertés publiques dans les pays membres ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté : C'est là le paradoxe central et le danger principal de cette construction confédérale. En théorie, rien n'empêche une coopération sécuritaire respectueuse de l'État de droit. Mais en pratique, l'AES semble plutôt servir de cadre de légitimation mutuelle pour des pratiques autoritaires aux antipodes du droit et de l'État de droit.



Observons les faits : depuis la création de l'AES, nous avons assisté dans les trois pays à une détérioration continue des libertés publiques. Au Mali, l'interdiction des partis politiques, la suspension des activités de plusieurs organisations de la société civile, les arrestations arbitraires de journalistes et d'opposants, les disparitions forcées, se sont intensifiées. Les mêmes tendances s'observent au Burkina Faso et au Niger et de façon souvent criardes. Dans les geôles de ces pays croupissent des milliers de prisonniers d'opinions, politiques qui ont le malheur de penser autrement que les chefs militaires. Le pire est que toutes ces violations se font en collusion avec des juges qui jugent en opposition de leur serment de juge et leur honneur d'homme, et leur dignité de citoyen.

La Force unifiée de l'AES, dont l'étendard a été remis lors de ce sommet, opère dans un vide juridique préoccupant. Quel est son statut juridique précis ? Quelles sont les règles d'engagement ? Quels mécanismes de contrôle existent pour prévenir les violations des droits humains dans ses opérations ? À qui rend-elle compte ? Ces questions fondamentales restent sans réponse.

Plus inquiétant encore, la rhétorique utilisée par les trois dirigeants - avec les références à un « hiver noir », à des « sponsors étatiques étrangers », à des « tentatives de déstabilisa-



tion » - tend à criminaliser plus et davantage toute voix dissidente et à présenter toute critique comme une trahison téléguidée de l'extérieur. Cette logique de l'ennemi intérieur est classique dans les régimes autoritaires et incompatible avec l'État de droit. Pinochet est un symbole fort d'une telle furie.

La coopération sécuritaire pourrait être légitime si elle s'accompagnait de garanties démocratiques : contrôle parlementaire effectif, indépendance de la justice, liberté de la presse pour enquêter sur les abus, possibilité pour la société civile de documenter les violations. Or, c'est précisément l'inverse que nous observons.

Malikilé : Ce cadre confédéral est-il compatible avec les transitions en cours ou risque-t-il de retarder le retour à l'ordre constitutionnel ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté : À l'évidence, la dynamique confédérale sert de prétexte supplémentaire pour prolonger indéfiniment les transitions. L'argument est déjà utilisé : comment organiser des élections nationales quand il faut d'abord consolider les institutions confédérales ? Comment transférer le pouvoir à des civils élus quand les « défis sécuritaires » justifient le maintien de régimes militaires « forts » et autoritaires ?

Le calendrier est révélateur : le Mali est en transition depuis août 2020, soit plus de cinq ans. Le Burkina Faso depuis janvier 2022, le Niger depuis juillet 2023. Aucun des trois pays n'a de calendrier électoral crédible. Au lieu de cela, nous voyons la multiplication d'initiatives comme l'AES qui créent de nouvelles couches de complexité institutionnelle. Ils ne sont jamais instruits par l'histoire.

La logique est perverse : plus on construit d'institutions confédérales, plus on peut arguer qu'il faut du temps pour les stabiliser avant d'envisager des élections nationales. La présidence tournante annuelle de la Confédération, qui vient d'être confiée au capitaine Traoré, crée également une justification pour que chaque dirigeant reste en poste « pour assurer la continuité » de l'agenda confédéral.

Par ailleurs, l'AES permet aux trois régimes de se protéger mutuellement contre les pressions en faveur du retour à l'ordre constitutionnel. Quand la CEDEAO exigeait un calendrier électoral au Mali ou au Niger, les trois pays pouvaient présenter un front uni et rejeter ces demandes comme des ingérences extérieures. Cette solidarité autoritaire est peut-être le véritable ciment de la Confédération.

Il faut aussi souligner que les populations elles-mêmes n'ont jamais été consultées sur ce projet confédéral. Aucun référendum, aucun débat public véritable. C'est une construction imposée d'en haut, ce qui questionne sa légitimité démocratique fondamentale.

Malikilé : Quelles conséquences ce sommet pourrait-il avoir sur les relations du Mali avec la CEDEAO, l'Union africaine et les partenaires internationaux ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté : Le sommet confirme et approfondit la rupture avec la CEDEAO, qui semble désormais consommée même définitivement. Il faut arrêter de faire semblant, c'est fini. Les trois pays ont formellement notifié leur retrait de l'organisation ouest-africaine et construisent l'AES comme une alternative. Cette situation crée une fragmentation préoccupante de l'espace CEDEAO, avec des conséquences économiques, commerciales et sécuritaires pour toute la sous-région.

Sur le plan de l'Union africaine, la position est plus ambiguë. L'UA maintient officiellement sa condamnation des changements anticonstitutionnels, mais en pratique, elle semble adopter une approche plus accommodante, notamment en accueillant les dirigeants de l'AES à certains sommets. Ce double discours affaiblit les normes de l'UA en matière de gouvernance démocratique et décrédibilise le combat contre ceux-là qui ont opté de se perpétuer en État de non-droit.

Concernant les partenaires internationaux, le sommet révèle une réorientation géopolitique claire. La présence de symboles et d'équipements d'origine chinoise et russe lors de la



présentation de la Force unifiée, le développement de médias confédéraux qui relaient des narratives anti-occidentales, tout cela indique un alignement croissant sur l'axe Moscou-Pékin.

Cette réorientation a des conséquences pratiques. Les pays occidentaux, qui restent des partenaires économiques importants malgré les tensions politiques, pourraient durcir leur position. Les sanctions internationales, le gel de l'aide au développement dans certains secteurs, les difficultés d'accès aux financements internationaux, sont des risques réels.

Il faut cependant noter que cette rhétorique de rupture avec l'Occident coexiste avec une dépendance économique persistante. Le Mali, le Burkina et le Niger restent liés aux circuits financiers internationaux, utilisent encore le franc CFA (même si l'AES parle de créer sa propre monnaie), et dépendent des exportations de matières premières vers les marchés occidentaux et des débouchés. Cette contradiction entre le discours souverainiste radical et la réalité économique pourrait créer des tensions futures.

Malikilé : Quelles garanties ou recommandations formuleriez-vous pour que l'AES serve réellement l'intérêt des populations et non seulement celui des pouvoirs en place ?

Me Mamadou Ismaïla Konaté: Si l'on veut que l'AES serve l'intérêt des populations plutôt que celui d'une junte militaire triplement répliquée, plusieurs garanties essentielles devraient être mises en place :

Premièrement, la démocratisation. L'AES doit s'accompagner de calendriers électoraux clairs et contraignants dans chacun des trois pays. La coopération régionale ne peut légitimement se construire que sur la base de gouvernements démocratiquement élus. Je recommanderais l'adoption d'une charte démocratique de l'AES qui conditionnerait l'appartenance à la Confédération au respect de normes minimales en matière de pluralisme politique, d'élections libres et de libertés fondamentales.

Deuxièmement, la transparence et le contrôle démocratique. Tous les traités, protocoles et accords de l'AES doivent être rendus publics et soumis à un débat parlementaire véritable. Les budgets confédéraux, notamment ceux de la Banque d'investissement, doivent être transparents et auditables. Les opérations de la Force unifiée doivent être soumises à un contrôle parlementaire et judiciaire effectif.

Troisièmement, le respect de l'État de droit. La Confédération doit se doter d'une Cour de justice confédérale indépendante, capable de recevoir des plaintes individuelles pour violations des droits humains, y compris contre les États membres et leurs forces de sécurité. Cette Cour doit avoir des juges inamovibles, nommés selon des procédures garantissant leur indépendance.

Quatrièmement, la participation citoyenne. Les populations doivent être associées à la construction confédérale. Je recommanderais l'organisation d'un forum citoyen de l'AES, réunissant des représentants de la société civile, des syndicats, des organisations de jeunesse, des associations de femmes, pour discuter des priorités de l'intégration régionale et formuler des recommandations aux dirigeants.

Cinquièmement, la protection des libertés. L'AES doit adopter une Charte des droits fondamentaux garantissant la liberté d'expression, de presse, d'association, de manifestation. Les médias confédéraux comme la Télévision de l'AES doivent avoir un statut de service public indépendant, avec un conseil d'administration pluraliste, et non servir de relais de propagande des régimes en place.

Sixièmement, l'ouverture régionale. Plutôt que de se fermer, l'AES devrait maintenir un dialogue constructif avec la CEDEAO et l'UA, et se concevoir comme complémentaire plutôt que concurrente de ces organisations. L'isolement n'a jamais profité aux populations.

Enfin, la conditionnalité des projets. Les grands projets comme la Banque d'investissement ou les infrastructures confédérales doivent bénéficier en priorité aux populations, avec des critères clairs : création d'emplois, amélioration des services de base (santé, éducation, eau, électricité), soutien aux petites et moyennes entreprises locales. Des mécanismes de suivi et d'évaluation indépendants doivent permettre de vérifier que les ressources ne sont pas détournées au profit des élites militaires et politiques.

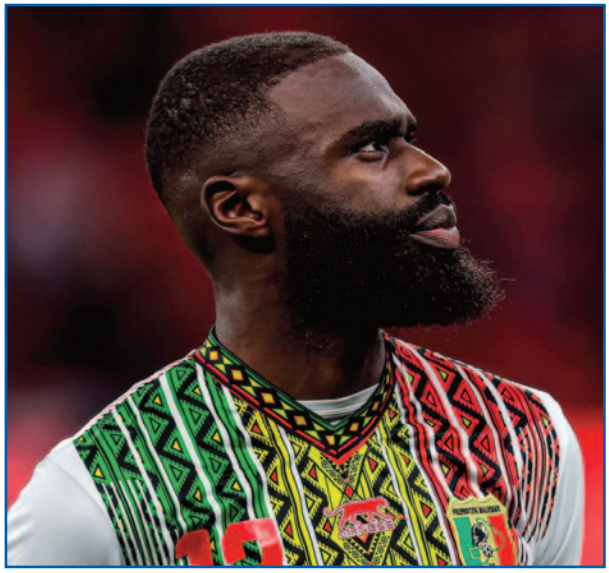
Sans ces garanties, l'AES restera ce qu'elle semble être aujourd'hui : un pacte entre trois régimes militaires pour se maintenir au pouvoir, sous couvert d'intégration régionale et de discours souverainiste. Les populations du Sahel méritent mieux qu'un énième projet servant d'abord les intérêts de ceux qui les gouvernent sans leur consentement.

Entretien réalisé par Moctar sow

Anthony Pla



Hier, le Mali a mis fin à la plus longue série de victoires de l'histoire sur la scène internationale. Le record mondial du Maroc s'est arrêté à 19 victoires consécutives !



Koureichy Cisse



Sur invitation de mon très cher ami, Mohamed Abdellahi Elkhalil dit Imam Choco, j'ai modéré la cérémonie de lancement du livre de son épouse Mme Taki Kanté Elkhalil, aujourd'hui à la Fondation ATT.
Le livre intitulé : "Tourbillon dans le canari" enrichit désormais la librairie malienne. Un livre de 123 pages à seulement dans tous les grands points de vente de livres au Mali.
Merci mon très cher ami et frère Imam Choco. Ce fut un honneur. Vivement le livre duo. Je rappelle que mon ami et Imam, est écrivain avec quatre livres à son actif et sa femme publie ainsi son deuxième livre.
Koureichy Cissé



Sup' Management

Quand l'excéllence se distingue Sup'Management rend hommage.
Au-delà de la remise des diplômes, la cérémonie de graduation a été un temps fort de reconnaissance, de gratitude et de célébration du mérite, rappelant que la réussite est toujours le fruit d'un engagement collectif.
Ainsi, après de longues années de bons et loyaux services, Sup'Management a rendu un hommage empreint d'émotion à Mme Diallo Kadidia Samaké, infirmière et M. Thiam Youssouf, agent de sécurité, appelés à une retraite bien méritée. Leur dévouement, leur professionnalisme et leur contribution durable resteront gravés dans l'histoire de l'institution.
Parce que la transmission du savoir est au cœur de toute grande institution, des distinctions ont été décernées aux Enseignants de l'Année 2024–2025 : M. Camara Mahamadou et Mme Dembélé Fatoumta, véritables artisans de l'excellence académique, dont l'engagement, la rigueur et la passion ont façonné des générations de leaders. Moment d'apothéose de la cérémonie, Sup'Management a honoré ses Majors de Promotion, symboles d'exigence, de discipline et de persévérance :
Cycle DUT : Coulibaly Oumou
Cycle licence : Touré Diahara
Cycle Master : Salomé Traoré
Par son parcours exceptionnel, sa constance et son excellence académique, Salomé Traorés'est distinguée comme la "Best of the Best", incarnant l'idéal d'excellence que Sup'Management s'engage à promouvoir.
Ces distinctions rappellent que chaque engagement compte, chaque effort mérite reconnaissance et chaque ambition trouve sa place à Sup'Management.
Sup'Management — le siècle est en marche...
#SupManagement #Graduation
#Excellence #Reconnaissance
#FiertéAcadémique
#MajorsDePromo
#BestOfTheBest #Enseignants
#Leadership #Réussite #Avenir



Marissa Coutinho Samake



Nous souhaitons à toutes et à tous Joyeux Noël
Merry Christmas and wishing you all the blessings of the season from our family to yours



Fouraba Samake II



Joyeux Noël à toute la communauté chrétienne du Mali.
En cette fête de la Nativité, que la paix, l'amour et l'espérance remplissent les cœurs et les foyers.
Je souhaite plus particulièrement un très joyeux Noël à Son Excellence Niankoro Yeah Samake, ainsi qu'à toute sa famille.
Que cette célébration soit une source de bénédictions, de santé et de force spirituelle, et qu'elle renouvelle l'engagement au service du Mali et du bien commun.



Orange

Un passage de témoin à la tête d'Orange Mali
Ce lundi 22 décembre 2025, Orange Mali a organisé au Radisson Collection de Bamako une cérémonie conjointe marquant le départ du Directeur Général, M. Aboubacar Sadikh Diop, et l'accueil de son successeur, M. Leyti N'Diaye.
Un moment fort de reconnaissance, de transmission et de continuité, illustrant les valeurs de leadership, d'engagement et de responsabilité qui animent Orange Mali au service du développement numérique du pays.
Merci à tous les partenaires, collaborateurs et invités qui ont honoré cette cérémonie de leur présence.
#OrangeMali #Leadership #OrangeEstLà



Robert Dissa



Et si tout hiver était noir ?
(Pardon : je m'interroge seulement)
L' hiver symbolise la fin d'un cycle, le ralentissement, la mort et le repos, mais surtout le renouveau, la renaissance et l'espoir, avec le retour progressif de la lumière après le solstice. C'est une saison de purification, d'introspection , de défis et d'attente, où la nature hiberne pour mieux renaître au printemps, tout en célébrant la lumière à travers des traditions ancestrales. L'hiver symbolise la victoire de la lumière sur les ténèbres et la promesse d'un nouveau départ.
Le noir symbolise des concepts opposés : le deuil, la mort, la tristesse et l'inconnu mais aussi l'élégance, le luxe, le mystère, le pouvoir et l'autorité et même la fertilité et le renouveau, car il est à la fois l'absence de lumière et la source d'où naît la vie. C'est une couleur puissante qui évoque le raffinement mais aussi la rébellion et l'authenticité et qui peut représenter l'infini ou le potentiel de renaissance.
Nb: j'ai juste interrogé l' I A.
POINT DE BONHEUR SANS SOUFFRANCE dit un proverbe de chez nous.
Pourquoi souffrir ?

Surtout pour qui faut-il souffrir ?
Si nous devons souffrir pour le bonheur de ceux qui viendront demain, pourquoi pas ?
Ou alors comment être dans le confort aujourd'hui tout en assurant le même confort à nos héritiers ?
De toutes les façons il nous faut renaître..
De toutes les façons il nous faut avancer .
De toutes les façons, la vie est un combat.
Mais de quel combat s'agit il?
Et surtout ne nous trompons- nous pas de combat ?
Chaque jour est-il un hiver ? Et un hiver noir ?



▪ FIGARO DU MALI

LA BALLE DANS LE CAMP DES AUTORITES POUR UN MALI UNIFIE

Les autorités maliennes de la transition sont en place depuis Aout 2020 à la suite d'une gigantesque mobilisation, coordonnée par le M5 RFP et chapeautée par son autorité morale, l'imam Mahamoud Dicko. Dans une démarche pondérée et calculée, l'ancien Président du Haut Conseil islamique du Mali s'est encore adressé aux maliens pour leur faire part de ses intentions de fédérer toutes les bonnes volontés pour aboutir à des discussions intra et inter maliennes.
Depuis son long séjour en Algérie, Dicko s'est une nouvelle fois désolé de la posture des autorités qui le présentent comme un ennemi ou un comploteur de la République. "les dirigeants actuels sont mes enfants, ils savent mieux que quiconque comment j'ai quitté le pays et les circonstances qui m'ont emmené ici en Algérie"
Aucun grief ne lui est reproché et il dénonce même la répression et la chasse à ceux qui portent le message de son retour ou de toute autre mobilisation en sa faveur. Après les déclarations d'adhésion de certains membres de la CFR (Coalition des Forces pour la République), notamment l'ancien Président de la CODEM et de la plateforme JIGIYA KURA, Housseini Amion Guindo, de Elhadj Abdou Touré de l'association KAOURAL RENOUVEAU INTERNATIONAL, l'imam de Badalabougou est venu, à son tour, lever les barrières de la confusion et des interprétations. La Coalition, comme l'avait mentionné plutôt POULO, dans les raisons de son engagement patriotique, veut mettre fin aux atrocités et aux violences qui continuent à endeuiller les populations, ouvrir des voies de négociations, mettre fin à une guerre qui ne saurait être la seule et la principale option à privilégier.
En 2015, dans un article intitulé : " UN HOMME POLITIQUE TRES RELIGIEUX" nous évoquions les cartes dont a toujours disposées un imam à la fois politique et religieux, influent et stratège, négociateur et mobilisateur, anti-impérialiste et pro démocratie avec des principes et des valeurs qu'il faut puiser du Mali.
Mais dans sa sortie, l'imam DICKO a déploré une méthode solitaire et exclusive, avec une ambiance de censure et de répression tous azimuts. Pour lui, ceux qui ont lancé la coalition CFR, n'ont ni bâton ni arme ni épée. C'est une noble et bonne intention qu'ils lui ont soumise et c'est l'occasion et la démarche rêvée à laquelle il se doit d'être acteur à part entière.
Aujourd'hui, au delà de quelques voix, sans aucun crédit et sans aucune moralité, c'est aux dirigeants actuels, conscients du rôle de chacun dans la réconciliation et dans la recherche de la paix. L'imam était l'un des premiers qu'ils ont consulté en 2020 et cette transition, devrait appliquer ses propres recommandations issues de ses propres mises. Mais elle devrait surtout sortir de son indéfini léger report, où la gouvernance se fait avec les humeurs et où elle s'inspire de personnes qui ont conduit à la débâcle les régimes précédents.
La CFR n'a visiblement pas révèlé toute sa stratégie, mais elle a planté le décor de son caractère républicain et démocratique, elle exclut toute accointance avec les forces du mal (terr(a)ristes) pour une prise de pouvoir. Tous mettent en avant des passerelles de dialogue (ce qui existe déjà) pour apaiser un pays en souffrance.



▪ Casimir Sangala



FAMAs : déluge de foudre contre des positions terroristes dans les zones de Kolondieba et de Wakoro.

Corée du Sud : une peine de 10 ans de prison contre l'ancien président sud-coréen Yoon Suk-yeol, après sa tentative d'imposer une martiale pour restreindre les libertés publiques l'an dernier.

Lutte antiterroriste : Les FDS nigériennes frappent fort



Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) nigériennes ont récemment communiqué sur les résultats de leurs opérations aéroterrestres menées du 15 au 21 décembre sur l'ensemble du territoire national. Selon les informations diffusées sur la télévision nigérienne "Télé-Sahel", ces opérations ont permis de neutraliser 45 terroristes et d'interpeller 26 individus suspects ou complices présumés des groupes armés terroristes.

En plus des arrestations, l'armée a saisi neuf armes à feu, 793 cartouches, plus de 19 000 litres de carburant, 77,4 kg de cannabis, 42 cartons de produits pharmaceutiques de contrebande et divers autres effets liés aux activités criminelles. Les FDS ont également détruit quatre engins explosifs improvisés au cours de ces opérations.

Ces résultats ont été obtenus sans perte d'élément au sein des FDS ni incidents à déplorer. Les autorités militaires ont qualifié ces résultats de "constants et encourageants", soulignant que la situation sécuritaire demeure sous contrôle grâce à l'action soutenue, méthodique et résiliante des Forces de Défense et de Sécurité.

Les FDS sont pleinement engagées dans la préservation de l'intégrité du territoire national et la protection des citoyens. Ces opérations témoignent de l'efficacité et de l'engagement des Forces de Défense et de Sécurité nigériennes dans la lutte contre le terrorisme et les activités criminelles.

Ces actions démontrent la détermination des autorités nigériennes à assurer la sécurité et la stabilité du pays, tout en rappelant l'importance cruciale du travail des Forces de Défense et de Sécurité pour garantir la paix et la sécurité au Niger.

Mohamed N'Diaye

Secours d'urgence : La DGPC intègre la dimension VBG



La Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) a récemment mis en place un atelier de formation spécialisé en partenariat avec le Centre pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité (DCAF), le mardi 23 décembre 2025. Cet atelier vise à humaniser davantage les interventions d'urgence et renforcer la protection des couches vulnérables, en dotant cinquante sapeurs-pompiers militaires des compétences nécessaires pour identifier, aborder et orienter les victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) lors des opérations de secours.

Le Colonel Sapeur-Pompier Cheick Fanta Mady Koné, lors de la cérémonie d'ouverture de cet atelier, a souligné l'importance du rôle des agents de la Protection Civile en tant que premiers contacts des victimes sur le terrain. Il a mis en avant l'importance de leur attitude, leur écoute et leur compréhension des enjeux de genre pour une prise en charge efficace des rescapés.

Madame Dramé Safiatou Diallo du DCAF a exprimé sa reconnaissance envers les autorités maliennes pour leur engagement à moderniser les services de secours en intégrant une dimension humaine et sociale forte, prenant en compte les spécificités des différentes populations.

Pour le Colonel Koné, cet atelier va au-delà d'une simple formation technique, il constitue une nécessité institutionnelle pour garantir un service public plus équitable et efficace.

L'atelier, qui se déroulera jusqu'au 26 décembre 2025, prévoit des modules sur le cadre juridique des VBG au Mali, les techniques de communication avec les victimes en état de choc, ainsi que l'éthique et la déontologie du secouriste face aux violences spécifiques. Cette initiative s'inscrit dans la refondation des forces de sécurité, visant à former des agents complets capables d'allier bravoure opérationnelle et empathie sociale pour une sécurité inclusive.

Fatou Sissoko

www.malikile.com

De Nioro à Kolondiéba : Opérations aériennes d'envergure des FAMa contre les groupes terroristes



Dans une démonstration de puissance offensive, l'État-Major Général des Armées a rapporté, ce mardi 23 décembre 2025, une série d'opérations aériennes d'envergure menées sur plusieurs fronts par les Forces Armées Maliennes (FAMa). De la lutte contre les sanctuaires terroristes dans le Sahel occidental à la sécurisation des axes d'approvisionnement dans le sud du pays, les vecteurs aériens des FAMa ont démontré une réactivité chirurgicale dans l'exécution de leurs missions.

Le secteur de Nioro du Sahel a été le théâtre d'une activité aérienne intense visant à démanteler les capacités logistiques des groupes armés terroristes (GAT). Suite à l'identification de regroupements hostiles par les services de renseignement, des frappes précises ont été menées sur quatre zones stratégiques :

- L'ouest de Gadlaba Dkala, dans le Sud-Ouest de Nioro
- La périphérie immédiate au Sud-Ouest de Nioro du Sahel
- Les abords du village de Gouriel Djedji
- Une base située au Nord-Est de la ville

Ces frappes coordonnées ont pour objectif de relâcher la pression terroriste dans cette région frontalière et de protéger les populations civiles contre d'éventuelles attaques.

En parallèle des opérations au Nord, les FAMa ont assuré la protection des flux économiques dans le sud du pays en escortant un convoi stratégique de camions-citernes sur l'axe Bougouni – Kadiana – Bougouni – Bamako. L'aviation est intervenue pour prévenir toute embuscade en réalisant avec succès des frappes aériennes contre des positions terroristes identifiées dans les localités de Kolondiéba et de Wakoro. Cette action vise à garantir la sécurité des transporteurs et la continuité de l'approvisionnement en hydrocarbures de la capitale et des régions avoisinantes.

L'État-Major Général des Armées réaffirme que ces opérations s'inscrivent dans une stratégie globale de neutralisation des menaces terroristes sur l'ensemble du territoire national. La vigilance et la détermination des FAMa restent des piliers essentiels dans la défense de la souveraineté et de la sécurité du Mali.

Mohamed N'Diaye

AES : Ibrahim Traoré met en garde contre un « hiver noir »



Lors de la récente réunion du Collège des Chefs d'État de la Confédération de l'AES, le Capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, a livré un discours percutant et alarmant. Avec une franchise caractéristique, le dirigeant burkinabè a pointé du doigt les agissements de certaines puissances impérialistes visant à déstabiliser l'espace sahélien.

Faisant référence au "printemps arabe" et à ce qu'il appelle désormais "l'hiver noir", Capitaine Traoré a dressé un parallèle inquiétant avec les événements passés au Maghreb et au Moyen-Orient. Il a averti que l'Afrique de l'Ouest serait confrontée à un hiver sanglant et meurtrier si des mesures adéquates ne sont pas prises.

Le Président du Faso a souligné la nécessité pour les peuples ouest-africains de se réveiller face à l'impérialisme étranger qui cherche à exploiter les ressources de la région. Il a clairement indiqué que l'unité, la vigilance et la conscience collective sont les seuls moyens de contrer cette menace imminente.

En qualifiant les manœuvres impérialistes de "sauvages et irresponsables", Capitaine Traoré a appelé à une résistance unie contre cette tentative de déstabilisation de la région. Son discours a été salué par des applaudissements nourris, mettant en avant l'importance de l'unité et de la résistance au sein de l'Alliance pour la Sécurité et la Stabilité en Afrique de l'Ouest.

Ce discours marque un tournant dans la mission de l'AES, la positionnant non seulement comme une alliance de défense mais comme le dernier rempart contre les forces extérieures cherchant à provoquer le chaos dans la région.

Arouna Sidibé

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Scandale d'État : Des agents de l'État abandonnés à leur sort



Alors que le Dr Fassoun Coulibaly, ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, multiplie les discours, une réalité criante émerge : des agents de l'État déjà recrutés demeurent dans l'attente, parfois depuis des années, d'une réaffectation à leur poste. Cette situation, marquée par le silence, l'inertie et le mépris institutionnel, atteint un niveau de tolérance critique.

Il ne s'agit plus seulement d'un dysfonctionnement administratif, mais d'un manquement politique grave, clairement assumé par le ministère lui-même, sous la responsabilité du Dr Fassoun Coulibaly. Des travailleurs de l'État, engagés et déchargés de leurs fonctions depuis des mois voire des années, demeurent sans affectation, sans perspectives et sans explication claire.

Pendant que des forums sont organisés par le gouvernement, ces agents restent chez eux, abandonnés, leurs carrières en suspens, leurs familles plongées dans l'incertitude.

L'injustice est flagrante : des concours pour l'emploi des jeunes sont annoncés tandis que des hommes et des femmes déjà recrutés, formés et au service de l'administration, sont oubliés. Ce double discours est une trahison de l'éthique publique et une offense envers ceux qui ont cru en la promesse d'un emploi stable. Si l'État a les moyens d'engager de nouveaux travailleurs, il se doit également de régler le sort de ces agents oubliés.

Le silence prolongé du ministre Fassoun Coulibaly face à ce scandale social est assourdis-

sant. Aucun communiqué, aucun plan d'action. Ce silence dépasse la prudence pour devenir du mépris institutionnel. Gouverner ne se résume pas à des déclarations d'intention, c'est répondre aux attentes légitimes des citoyens que l'on représente et protège.

Les agents laissés pour compte ne réclament ni faveurs ni privilèges, seulement le respect des règles de l'État et l'assomption des engagements pris en leur nom. Ignorer leur souffrance quotidienne non seulement ternit la réputation de l'administration publique, mais fragilise également la confiance du public envers l'appareil d'État dans son ensemble.

Ce qui se joue au sein de la Fonction publique dépasse le simple dysfonctionnement administratif pour devenir un scandale d'État. Des travailleurs régulièrement engagés, affectés, formés aux frais du contribuable, sont relevés de leurs postes et abandonnés sans réaffectation, sans explication claire, sans calendrier. Par la seule volonté de l'administration, ils sont devenus des fonctionnaires fantômes.

Depuis des mois, voire des années, ces agents vivent dans l'incertitude, l'angoisse et la précarité. Pendant ce temps, le ministère de la Fonction publique reste étrangement silencieux. Aucune communication, aucune solution en vue.

Le gouvernement se doit de réagir rapidement et de manière transparente pour remédier à cette situation intolérable. Les agents de l'État méritent d'être respectés, traités avec dignité et réintégrés dans leurs fonctions de manière équitable.La déclaration exprime clairement des préoccupations concernant le silence du ministre Fassoun Coulibaly sur une question spécifique et soulève des questions sur sa responsabilité politique. Il est souligné que ce silence n'est plus considéré comme de la négligence, mais comme une faute politique. Il est mentionné que le temps du déni est révolu et que des actions concrètes, chiffrées et datées doivent être prises par le ministre pour répondre à cette situation.

le manque de réponses publiques et de solutions proposées laisse transparaître un manque de protection envers ceux qui servent l'État, malgré les discours et les participations à des événements protocolaires. L'incapacité de la gouvernance à agir efficacement dans ce dossier est pointée du doigt, soulignant l'injustice d'un État qui recrute des individus pour ensuite les abandonner.

Il est donc clairement demandé que le ministre Fassoun Coulibaly sorte de son silence, rende des comptes publiquement, et présente des solutions concrètes, chiffrées et datées pour remédier à la situation en question. L'absence de telles actions risque de maintenir ce dossier comme un symbole de l'incapacité du gouvernement à protéger ses agents, malgré ses engagements verbaux.

Moussa Diarra



PIDACC/BN-Mali : 2026, une année cruciale pour le programme



Il est attendu que ce programme, par sa mise en œuvre, permette de lutter efficacement contre les effets néfastes du changement climatique dans les zones concernées. Avec un taux d'exécution de seulement 28% en 2025, l'année 2026 sera mise à profit pour tenter de combler le retard accumulé dans le décaissement des fonds destinés à la mise en œuvre du Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PPIDACC/BN-Mali). Cette démarche constitue l'une des recommandations principales de la 6ème session du comité de pilotage qui s'est tenue le mardi 23 décembre 2025 à la Direction nationale de l'hydraulique (DNH).

Au cours de cette session, les membres du comité de pilotage ont examiné, entre autres, l'état de mise en œuvre des recommandations de la 5ème session, le Programme de travail du bilan annuel 2025 (PTBA) et celui de 2026. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Conseiller technique du ministre de l'énergie et de l'eau, M. Birama Diourté, représentant le chef de département de tutelle.

Dans son allocution, M. Diourté a tout d'abord exprimé la gratitude du Gouvernement de la République du Mali envers le Secrétariat Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger et les Partenaires techniques et financiers du PIDACC, notamment la Banque Africaine de Développement, pour leur soutien constant à notre pays dans ses efforts de préservation des écosystèmes du Bassin du fleuve Niger et d'amélioration de la résilience des populations par une gestion durable des ressources naturelles.

Par la suite, M. Diourté a souligné qu'au lancement du programme en 2020, l'objectif était de contribuer à l'amélioration de la résilience des populations et des écosystèmes du Bassin du Niger, en favorisant une gestion durable des ressources naturelles. Cela se traduit notamment par la réduction du processus d'ensablement du fleuve Niger, l'amélioration de la capacité d'adaptation des populations au

changement climatique, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, la protection de la biodiversité et la restauration de la fertilité des sols.

Malgré les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PIDACC/BN-Mali, l'équipe de coordination s'est efforcée d'obtenir des résultats tangibles tels que la réalisation des travaux de restauration des sols par les communautés, le recrutement d'un responsable en sauvegarde environnementale et d'un assistant en passation de marchés, la nomination d'un Coordinateur national, ainsi que le lancement de plusieurs processus d'acquisition de biens et services actuellement en cours.Réalisation des audits et révision des conventions de partenariat :

En vue des audits des comptes pour les années 2023 et 2024, ainsi que des audits d'acquisition pour les années 2021, 2023 et 2024, et dans le but de réviser les conventions de partenariat avec les services techniques concernés en vue d'internaliser de nouvelles dispositions jugées pertinentes, il est prévu de participer aux cadres de concertation organisés par la BAD et la Coordination régionale du programme, ainsi que de suivre de près les activités.

Birama Diourté a souligné les difficultés initiales du programme, notamment liées à la persistance de l'insécurité dans sa zone d'intervention, au retard de la signature de l'Accord Fonds Vert pour le Climat, au retard dans le processus de passation des marchés, à la lourdeur administrative, aux difficultés de gouvernance dues aux démissions successives des experts et du Coordonnateur national, entre autres.

Lors d'une interview avec les médias, le coordinateur national du PIDACC/BN-Mali, M. Nouhoum Coulibaly, a esquissé les perspectives en cours, soulignant que l'année 2026 est cruciale pour le programme, marquant la réalisation des grandes infrastructures prévues telles que les ouvrages de branchement, les périmètres irrigués, les ouvrages d'évacuation, etc. De plus, le PIDACC/BN-Mali bénéficie d'une année supplémentaire, soit 2027, qui s'annonce comme une année charnière pour le programme.

Le PIDACC/BN-Mali couvrait initialement les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao. Cependant, avec le découpage territorial actuel du pays, le programme intègre désormais les régions de Bougouni, San et Douentza.

Ki-Zerbo



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Sortie de l'Imam Mahmoud Dicko : Entre déni politique et instrumentalisation religieuse



La prise de parole de l'Imam Mahmoud Dicko, ce lundi 22 décembre 2025, marque une nouvelle étape dans une stratégie de communication profondément problématique. Présentée comme un appel à la paix et au dialogue, cette intervention s'apparente en réalité à un discours ambigu, politiquement irresponsable et lourd de menaces pour la cohésion nationale et l'ordre républicain.

Sous couvert d'éclairer l'opinion, l'Imam Dicko livre un récit essentiellement autojustificatif, où il se dépeint en victime d'un pouvoir oppressif, sans jamais assumer clairement sa position politique. Il affirme avoir été sollicité par des Maliens porteurs d'une initiative pour « mettre fin aux souffrances et aux meurtres », mais se garde soigneusement de révéler qui sont ces acteurs, quels sont leurs objectifs réels et dans quel cadre ils opèrent. Ce flou volontaire nourrit la suspicion : on ne peut appeler à la paix tout en refusant la transparence minimale sur les démarches engagées.

Plus grave encore, l'Imam tente d'innocenter ses propres actes en affirmant que les autorités étaient informées de tout, tout en les accusant implicitement d'avoir détérioré les relations diplomatiques avec l'Algérie. Cette contradiction illustre une posture classique : se déresponsabiliser tout en jetant l'opprobre sur l'État. Or, les relations internationales ne se gèrent ni par initiatives parallèles ni par médiations religieuses improvisées. En agissant hors de tout cadre institutionnel, l'Imam s'est lui-même placé dans une zone grise aux conséquences prévisibles.

Le passage consacré aux arrestations, disparitions et déploiements sécuritaires relève davantage du réquisitoire émotionnel que de l'analyse rigoureuse. Aucune preuve, aucun chiffre vérifiable, aucun cadre juridique n'est présenté. Ce procédé, consistant à accumuler des accusations graves sans les étayer, relève d'une rhétorique de victimisation destinée à délégitimer les institutions et à attiser la défiance populaire.

L'appel à « se lever » et à « se réunir » constitue l'un des aspects les plus inquiétants de cette sortie. Même assorti d'un rejet verbal de la violence, un tel appel, lancé par une figure religieuse influente dans un contexte de fragilité sécuritaire, est objectivement dangereux. Il s'agit d'un appel à la mobilisation populaire

sans cadre, sans leadership collectif identifié et sans respect explicite de l'ordre constitutionnel. C'est précisément ce type de discours qui, dans l'histoire récente du Mali, a souvent précédé des crises majeures.

Enfin, la dimension religieuse du discours franchit une ligne rouge. En affirmant ne pas être « avec ceux qui ne sont pas avec Allah » et en invoquant une opposition entre les croyants authentiques et les autres, l'Imam Dicko introduit une logique d'exclusion incompatible avec un État pluraliste. Il instrumentalise la foi pour sanctifier sa position, se placer au-dessus de toute critique et délégitimer par avance toute contradiction. Cette posture est dangereuse : elle transforme un débat politique en affrontement moral et religieux.

En fin de compte, cette sortie de l'Imam Mahmoud Dicko ne constitue ni un véritable appel au dialogue ni une contribution constructive à la paix. Elle apparaît plutôt comme une tentative de reconquête de centralité politique, dissimulée derrière un discours religieux et victimaire. En brouillant les frontières entre religion, politique et mobilisation populaire, l'Imam prend le risque d'aggraver les fractures nationales plutôt que de les résorber. Dans un Mali éprouvé, ce type de discours n'est pas seulement discutable : il est potentiellement déstabilisateur.

Moctar Sow







AES contre CEDEAO : La diplomatie de rupture d'Abdoulaye Diop, entre affirmation souverainiste et isolement stratégique



Lors du Forum Crans Montana tenu à Bruxelles, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a livré une intervention qui se voulait historique, voire fondatrice. Une phrase a particulièrement marqué les esprits : « L'avenir de nos pays ne se décidera plus à Washington, Paris ou New York ». À travers cette déclaration, le chef de la diplomatie malienne entend incarner la rupture portée par l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Mais derrière cette posture souverainiste assumée se dessinent de sérieuses failles diplomatiques, susceptibles d'asphyxier l'État malien sur la scène internationale.

Née d'une urgence sécuritaire face à l'expansion du terrorisme, l'AES s'est progressivement transformée en un projet politique global, revendiquant une émancipation vis-à-vis des anciens partenaires occidentaux et, implicitement, de la CEDEAO. Abdoulaye Diop se pose ainsi en idéologue de cette nouvelle orientation, balayant sans nuance l'architec-



ture diplomatique régionale et internationale héritée de plusieurs décennies. Or, cette diplomatie de rupture, martelée sur les tribunes internationales, pose un problème fondamental : elle confond affirmation de souveraineté et fermeture diplomatique.

Le ministre Diop adopte un ton résolument offensif, parfois proche de la provocation, rompant avec les codes élémentaires de la diplomatie classique, qui repose sur le dialogue, la nuance et la préservation des canaux de communication, même en période de tension. En s'attaquant frontalement aux centres traditionnels de décision mondiale et en rejetant l'influence des grandes capitales diplomatiques, il ne propose aucune alternative crédible et structurée capable de compenser les pertes économiques, financières et politiques qu'entraîne cet isolement progressif.

La question centrale demeure : l'AES peut-elle réellement se substituer à la CEDEAO ? À ce stade, l'Alliance reste un cadre politique fragile, sans mécanismes économiques robustes, sans marché intégré, sans institutions financières capables de soutenir durablement les États membres. En présentant l'AES comme une alternative stratégique globale, Abdoulaye Diop surestime ses capacités actuelles et sous-estime les interdépendances régionales et internationales du Mali.

Plus inquiétant encore, cette diplomatie de la confrontation permanente ferme progressivement toutes les portes du dialogue multilatéral. Le Mali, déjà fragilisé par des sanctions passées, un retrait de partenaires majeurs et une économie sous pression, ne peut se permettre une diplomatie d'isolement prolongé. Or, le discours du ministre Diop, loin de rassurer, alimente l'image d'un État arc-bouté sur une posture idéologique, rétif à toute critique et peu disposé à négocier.

Abdoulaye Diop agit moins comme un diplomate que comme un militant politique de la rupture. S'il est légitime pour un État de redéfinir ses alliances et d'affirmer sa souveraineté, encore faut-il le faire avec pragmatisme, méthode et sens des intérêts vitaux de la nation. En fermant les portes de la diplomatie classique sans ouvrir de nouvelles perspectives crédibles, le ministre malien prend le risque majeur d'enfermer le Mali dans une impasse diplomatique, dont les premières victimes seront, une fois encore, les populations.

Moctar Sow

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Biennale Artistique et Culturelle "Tombouctou 2025" : Soirée de célébration de l'Année de la Culture



Tombouctou, le 26 décembre 2025 - Le village de la Biennale Artistique et Culturelle de Tombouctou a été le théâtre d'une soirée mémorable ce vendredi 26 décembre 2025, marquant la célébration de l'Année de la Culture décrétée par Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État.

Sous la présidence du Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Mamou DAFFÉ, la soirée a connu la présence distinguée du Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mme Oumou SALL SECK, du Gouverneur de la région de Tombouctou, Bakoun KANTÉ, ainsi que de plusieurs autres Gouverneurs du pays.

Cet événement d'envergure a été l'occasion pour les acteurs culturels et artistiques du Mali de se réunir dans une ambiance de festivités et de partage, mettant en lumière la richesse et la diversité de la culture malienne. Les participants ont pu apprécier une variété de spectacles, expositions artistiques, démonstrations artisanales et bien d'autres activités mettant en valeur le patrimoine culturel du pays.

La Biennale Artistique et Culturelle << Tombouctou 2025 >> s'inscrit ainsi comme un rendez-vous incontournable pour la promotion de



la culture malienne et le renforcement des liens entre les différentes communautés du pays. Cette soirée de célébration de l'Année de la Culture restera gravée dans les mémoires comme un moment de partage, de découverte et de fierté pour tous les Maliens.

La présence des autorités gouvernementales et des personnalités influentes du pays témoigne de l'importance accordée à la culture et à l'art dans le développement socio-économique du Mali. Cette soirée festive souligne l'engagement du gouvernement à soutenir et promouvoir le secteur culturel, véritable vecteur d'identité nationale et de rayonnement international pour le Mali.

La Biennale Artistique et Culturelle << Tombouctou 2025 >> continue de porter haut les couleurs de la culture malienne et de renforcer la place de l'art au cœur de la société. Cette soirée de célébration restera dans les annales comme un moment fort de communion et de célébration de la richesse culturelle du Mali.

Fatou Sissoko



Donald Trump avertit Zelensky : "Rien n'est acquis avant mon accord"



Le président américain, Donald Trump, a clairement averti son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, avant sa visite prévue dimanche. Trump a déclaré à Politico que Zelensky n'avait rien sans son accord préalable. Cette déclaration souligne l'importance de l'approbation de Trump dans les négociations visant à mettre fin à la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

Zelensky se rendra en Floride pour rencontrer Trump à Mar-a-Lago, où ce dernier passe les fêtes de fin d'année. L'objectif de cette rencontre est d'aborder la question délicate des territoires concernant les pourparlers de paix avec la Russie. Ce rendez-vous intervient après que Zelensky ait présenté la nouvelle version du plan américain pour résoudre le conflit, qui a été discutée et modifiée suite aux échanges avec l'Ukraine.

Cependant, cette nouvelle proposition a été critiquée par Moscou, accusant Kiev de saboter les discussions. Le plan prévoit un gel de la ligne de front actuelle sans apporter de solution immédiate aux revendications territoriales de la Russie, qui occupe plus de 19% du territoire ukrainien.

Trump se montre optimiste quant à ses échanges avec Zelensky et prévoit également de discuter prochainement avec le président russe, Vladimir Poutine. Ces rencontres pourraient potentiellement ouvrir la voie à des avancées significatives dans les négociations pour mettre fin à ce conflit qui dure depuis trop longtemps.

Arouna Sidibé

Affaire Natou Pedro Sakombi : Quand la rigueur de la défense et le respect du droit triomphent



L'affaire ayant conduit à l'interpellation de l'écrivain-artiste et chercheuse en histoire et en éducation, Madame Natou Pedro Sakombi, aura finalement mis en lumière un principe fondamental trop souvent fragilisé dans les États africains : la primauté du droit et la force d'une défense compétente, méthodique et responsable. Arrêtée et placée en garde à vue pendant huit jours par la Brigade économique et financière, structure spécialisée dans la lutte contre les infractions économiques, financières et le terrorisme, Mme Sakombi faisait face à des accusations lourdes : blanchiment de capitaux, fraude fiscale et contrebande.

Dans ce dossier sensible, au retentissement médiatique certain en raison de son lien passé avec l'activiste Kemi Seba, sous le coup d'un mandat d'arrêt international béninois, la défense a joué un rôle déterminant. Déférée devant le parquet spécial, Mme Sakombi a fait l'objet d'un interrogatoire approfondi conduit par le premier substitut du procureur, en présence de ses avocats, parmi lesquels Me Ciré Clédor Ly, membre actif du collectif chargé de sa défense.

C'est précisément à ce stade que le professionnalisme de Me Clédor Ly s'est illustré. Loin de toute posture politicienne ou émotionnelle, l'avocat a inscrit son action dans une logique strictement juridique, fondée sur l'analyse minutieuse du dossier, la confrontation des éléments à charge et à décharge, et le respect scrupuleux des droits de la défense. Par des questions ciblées, des observations étayées et une parfaite maîtrise des règles de procédure, il a contribué à éclairer le parquet sur les insuffisances probatoires du dossier transmis par les enquêteurs.

La décision du procureur d'ordonner la libération immédiate de Mme Natou Pedro Sakombi, sous convocation en cas de besoin, est intervenue à l'issue de cette phase contradictoire exemplaire. Elle s'inscrit dans le strict respect de la Constitution béninoise, du Code de procédure pénale, ainsi que des principes directeurs du droit à un procès équitable consacrés par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Une issue qui confirme l'importance d'une défense solide dans l'équilibre judiciaire.

À travers ce dossier, Me Ciré Clédor Ly incarne une certaine idée de l'avocat : un professionnel rigoureux, attaché à l'État de droit, conscient que la liberté demeure la règle et la détention l'exception. Son engagement rappelle que le rôle de l'avocat ne se limite pas à défendre un client, mais consiste aussi à préserver la dignité humaine, à prévenir l'erreur judiciaire et à renforcer la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire.

En regagnant son domicile sans aucune restriction, Mme Natou Pedro Sakombi a retrouvé bien plus que sa liberté : elle a bénéficié d'une justice rendue avec discernement, ce « bouclier du juge » contre l'arbitraire. Une issue qui honore à la fois la magistrature et la défense, et qui souligne, une fois encore, l'apport décisif d'avocats comme Me Ciré Clédor Ly dans la consolidation de la justice et de l'État de droit en Afrique.

Moctar Sow

Chine–Afrique : 2026, une année pour renforcer l'amitié et le dialogue entre les peuples



CgtnFDigital #ChineAfrique #2025inReview #Hello2026 Cœurs en dialogue, Espoirs en partage : Des journalistes africains décryptent les relations sino-africaines et l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique 2026 Lors du Sommet 2024 du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) à Beijing, les deux parties sont convenues de désigner 2026 comme l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels. 2026 marque également le 70e anniversaire de l'inauguration des relations diplomatiques sino-africaines. Une série d'activités d'échanges humains et culturels autour du thème « Consolider l'amitié à toute épreuve et poursuivre le rêve commun de modernisation » seront organisées tout au long de l'année 2026. Lors d'une table ronde de CGTN Français, notre journaliste Zhang Meijiao a donné la parole à des journalistes africains venus du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo (RDC), de Maurice, des Comores et du Cameroun. Entre autres, ils ont abordé plusieurs points, notamment l'Action de partenariat pour les échanges humains et culturels dans le cadre de dix Actions de partenariats sur la modernisation, l'importance de l'organisation de l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels, des réalisations et des perspectives de la coopération sino-africaine dans divers domaines et le rôle que doivent jouer les médias chinois et africains. De l'avis des journalistes présents à la table ronde, l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique va davantage renforcer les passerelles de coopération entre les deux pays. Aux dires du journaliste de la République démocratique du Congo (RDC), Christian Timothée Mampuya, l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique va donner un plus à des initiatives déjà existantes comme le Festival de la jeunesse Chine-Afrique. Pour lui, les peuples africains et chinois apprendront à mieux se connaître pour avancer main dans la main ensemble. Pour Satyen Bhuruth, journaliste mauricien, cette initiative vient consolider une base établie. « La coopération sino-africaine est déjà très solide. Je pense qu'il faut juste construire dessus. La Chine a beaucoup à offrir à l'Afrique, mais l'Afrique aussi a beaucoup à offrir à la Chine », a-t-il argué. L'important, a poursuivi M. Bhuruth, c'est d'encourager les échanges dans les deux sens. Quant au journaliste camerouanais, Blondel Abia, l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique offre une autre occasion d'inspiration mutuelle pour les deux parties.

Il a émis le souhait que davantage de Chinois découvrent les réalités profondes de l'Afrique afin de favoriser la compréhension mutuelle. Abdallah Omar, journaliste comorien, a laissé entendre qu'il faut renforcer l'intégration culturelle à travers par exemple l'apprentissage des langues africaines par les Chinois. Autant les Comoriens s'intéressent à la langue chinoise, autant les Chinois devraient apprendre les langues de l'Union des Comores. Pour lui, les relations sino-africaines doivent s'inscrire dans l'avenir à travers un brassage culturel. Serge Ika Ki, journaliste burkinabè, a, pour sa part, souligné la nécessité de renforcer la coopération entre médias africains et chinois d'autant plus qu'ils jouent un grand rôle dans la sensibilisation, l'information et l'éducation des populations. Christian Timothée Mampuya de la RDC a également plaidé pour une collaboration plus étroite entre les médias chinois et africains afin de faciliter une bonne appropriation de l'histoire des deux parties. Pour les panélistes, les médias sont un dispositif essentiel dans la promotion des relations sino-africaines. Les médias chinois et africains doivent être à mesurer de raconter leurs propres récits. Les journalistes africains se sont également exprimé sur les relations bilatérales entre la Chine et leurs pays respectifs.

Pour Serge Ika Ki, son pays considère la Chine comme un partenaire stratégique et la coopération entre les deux pays couvre le commerce, la culture, l'éducation, l'agriculture et la santé et bien d'autres domaines. « Selon les données de l'Institut national de la statistique de la démocratie, en 2024, la Chine est le premier pays fournisseur de produits au Burkina Faso avec plus de 171 milliards de francs CFA de produits vendus au Burkina Faso », a-t-il déclaré. Abdallah Omar a laissé entendre que la Chine a été le premier pays à reconnaître l'indépendance de son pays en 1975, ce qui témoigne de la solidité des liens entre la Chine et l'Union des Comores. « L'Office de Radio et Télévision des Comores (ORTC) là où je travaille a été construit par la Chine », a-t-il détaillé. Dans le domaine de l'éducation, Abdallah Omar a indiqué que la Chine octroie chaque année des bourses d'études aux étudiants comoriens. De son côté, Satyen Bhuruth de l'île Maurice, a indiqué que son pays a une relation « très spéciale » avec la Chine parce que les premiers Chinois sont arrivés en terre mauricienne en 1840. « De par l'arrivée des Chinois de cette époque-là et la culture chinoise, on connaît toutes les fêtes chinoises, on célèbre ensemble toutes les fêtes. La Fête du Printemps est un jour férié chez nous, à l'île Maurice, c'est une fête nationale », a souligné M. Bhuruth. Christian Timothée Mampuya a déclaré que la coopération économique et commerciale entre son pays et la Chine a connu un bond en avant avec la signature d'accords commerciaux en 2025. Ainsi, la RDC exporte des produits agricoles comme le café, le cacao, les sésames vers la province chinoise du Hunan.

Le journaliste camerounais Blondel Abia a affirmé, pour sa part, que la coopération entre la Chine et son pays est exemplaire dans les domaines des infrastructures, de la santé et de l'éducation. L'amitié entre la Chine et l'Afrique plonge ses racines dans une longue histoire et ne fait que se consolider avec le temps. L'amitié entre les peuples est la pierre angulaire du développement des relations sino-africaines, et les échanges humains en sont la source motrice pour les générations futures. Les participants à la table ronde ont émis leur souhait que beaucoup d'activités soient organisées pour marquer véritablement l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique.

Source: cgtn.com



Mali–Maroc (1-1) : Un nul précieux qui relance les Aigles



Ces Aigles du Mali ont montré une force de caractère remarquable lors de leur match contre le Maroc, après une performance en demi-teinte contre la Zambie lors de la première journée. Malgré les pronostics défavorables et un premier but encaissé sur un penalty contesté, l'équipe malienne a su réagir et revenir au score grâce à un penalty transformé par Lassine Sinayoko.

Menés 1-0 à la mi-temps, les Aigles ont montré un tout autre visage en seconde période, avec des ajustements tactiques judicieux de la part du sélectionneur. Le changement de position du bloc équipe et l'entrée en jeu de Gaoussou Diarra ont dynamisé l'équipe et permis d'égaliser.

Ce résultat de 1-1 contre le Maroc permet au Mali de rester maître de son destin dans le Groupe A de la Coupe d'Afrique des Nations. Avec 2 points au compteur, les Aigles peuvent se qualifier pour les huitièmes de finale en cas de victoire contre les Comores lors de la prochaine journée.

Dans l'autre rencontre du groupe, la Zambie et les Comores ont fait match nul 0-0, ce qui arrange les affaires du Mali. En tête du classement provisoire se trouve le Maroc avec 4 points, suivi du Mali et de la Zambie avec 2 points chacun, et enfin les Comores avec 1 point.

Par ailleurs, dans le Groupe B, l'Égypte s'est qualifiée pour le tour suivant en remportant son match contre l'Afrique du Sud. Les Pharaons ont assuré leur place pour les phases éliminatoires de cette 35ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations.

Le Mali a maintenant l'opportunité de se qualifier en assurant une victoire lors de son prochain match. Les supporters des Aigles peuvent donc espérer une qualification pour la suite de la compétition, grâce à la détermination et au courage dont l'équipe a fait preuve face au Maroc.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Il sera superflu de vous demander de faire des efforts de fond. Ne vous lancez pas sans être sûr de finir les choses ! L'influence de Mercure vous incite à l'évasion mentale, qui vient apaiser votre agitation intérieure.
Aujourd'hui, la communication et la diplomatie sont à l'honneur. Vous savez que vous avez raison et vous déployez les bons arguments pour convaincre les autres. Alors, profitez-en pour dire ce que vous avez sur le cœur et partager vos opinions.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous brûlerez d'envie de poser des questions qui dérangent, méfiez-vous des retombées, réfléchissez. Des douleurs articulaires se font sentir. Vous ne vous êtes pas suffisamment ménagé ces deux dernières semaines.
Vous n'avez besoin de personne pour vous pousser à l'action, votre rage de vivre vous apporte une intense énergie. C'est une bonne occasion de faire valoir vos idées personnelles. Cela pourrait entraîner un projet insolite.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des tensions s'apaisent dans votre entourage. L'ambiance revient à l'harmonie pour votre plus grand plaisir. Votre optimisme est votre meilleure source d'énergie. Vous consacrer à vos loisirs en bonne compagnie serait idéal pour ne pas vous disperser inutilement. Vous bénéficiez de bons aspects planétaires. Votre état d'esprit est favorable à tous types de démarches. Vous semblez bien dans vos baskets. Pour entreprendre et créer, un regain au niveau du moral vous motive (si vous avez des projets bien sûr).

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si des conséquences sont négatives aujourd'hui, vous ne pouvez pas nier que c'est à cause de vos propres erreurs et vous devez retenir la leçon. Vous pourriez atteindre le top ou tomber de haut, ce sont les récoltes de vos semences.
Votre volonté de progrès fait évoluer vos relations avec les autres, vous savez même vous faire pardonner d'anciennes erreurs... Ces expériences enrichiront votre perception d'autrui et votre savoir-faire social.

Lion (22 juillet - 23 août)

De nouvelles personnes et d'autres activités viennent occuper un espace vide qui s'est créé qui s'est créé dans votre existence ces derniers temps. C'est une journée positive pour tout ce qui commence, particulièrement dans votre famille, foyer ou jardin secret.
Vous avez du mal à vous mettre à la place de certaines personnes. Ne faites pas d'éclats pour rien, réfléchissez avant de vous lancer car on peut vous attendre au tournant ! Conservez votre bonne humeur coûte que coûte ....

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous êtes mieux dans votre peau et vous le sentez. N'abusez pas de votre aura, laissez couler les événements. Ce sont les autres qui seront un frein à votre vitalité, on vous en demande trop, ou bien vous avez cette impression.
Vous ne regrettez pas le peu de temps libre que vous aurez, aujourd'hui. Vos démarches avancent positivement, foncez. Vous portez un regard neuf sur certains aspects de votre vie. Vous recentrez vos efforts dans la bonne direction.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous allez pouvoir rattraper un retard, aujourd'hui. Les coups de tête insolites, impulsions frénétiques vont jalonner gaiement votre journée, modérez au minimum votre enthousiasme au niveau musculaire.
Vous manquez de temps pour réfléchir aujourd'hui ? Ne vous en alarmez pas outre mesure, laissez-vous vivre mais prenez juste la précaution élémentaire de ne prendre aucune décision importante. Vous ne feriez rien de bon dans la précipitation.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous placez la barre très haut aujourd'hui. Ne comptez que sur vous-même pour arriver au but, un cap sera franchi. Votre alimentation ces derniers temps a créé des déséquilibres qu'il vous faut maintenant rétablir.
Dans votre sphère relationnelle des échanges et des contacts dynamisants. On pourrait bien vous guider pour progresser, si vous avez des projets, on vous aidera à les mettre en pratique. Aides et actions seront à l'ordre du jour.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous profitez de vos amis et votre vie sociale. Vos relations avec les autres sont très agréables, avec plus de bienveillance et de considération mutuelle. Vos contacts personnels sont particulièrement gratifiants, c'est le moment de vous faire des amis. Votre volonté vous fait oublier les petits soucis, vous irez au-delà et vous ouvrez ainsi la porte aux solutions ! En misant sur l'optimisme vos idées seront plus judicieuses et vous obtiendrez de meilleures satisfactions. Alors, poursuivez dans ce sens !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vos attaques verbales déguisées avec le sourire désarmeront les plus récalcitrants, vous serez déconcertant positivement ! Vous allez décidément trop vite... Respectez vos propres priorités et dormez davantage !
C'est avec une bonne dose d'optimisme et de bonne humeur que vous allez réussir à vous extraire de la morosité et prendre le temps d'accorder plus d'attention à votre entourage. Sur le plan relationnel et privé, vous êtes pleinement déterminé pour passer d'agréables moments.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous serez habilement sélectif dans vos relations que vous triez sur le volet, aujourd'hui. Vous êtes à la fois aspiré à profiter de la vie et de vous consacrer à des personnes de valeur, un peu de détente sera bienvenue.
Votre moral est en hausse et vous donne une énergie nouvelle. Vous en ferez profiter votre entourage. La journée est donc idéale pour partager du bon temps avec ceux qui vous sont proches et saisir toutes les occasions de vous amuser.

Poisson (19 février - 21 mars)

Il y a des dispositions à prendre rapidement, des choix à faire sans plus attendre. Vous êtes prêt ! Vous auriez besoin dans l'absolu de prendre des vacances et du temps en solitaire pour faire le point.
Vous serez plus combatif aujourd'hui, pour aller de l'avant. Votre assurance s'avérera payante. Vous aurez raison de ne pas douter de vous car vous êtes prêt à relever tous les défis et à récolter de belles satisfactions. Alors, foncez sans hésiter, montrez de quoi vous êtes capable.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com